

## **La cause des catastrophes. Concurrences scientifiques et actions politiques dans un monde transnational.**

### **ST 20. Vers une sociologie politique des sciences ?**

**Lydie Cabane, Sciences Po Bordeaux / LAM, associée au CED, [lydie.cabane@sciences-po.org](mailto:lydie.cabane@sciences-po.org)**

**Sandrine Revet, Sciences Po / CERI, [revet@ceri-sciences-po.org](mailto:revet@ceri-sciences-po.org)**

#### ***Résumé***

Les catastrophes dites « naturelles » (séismes, ouragans, tsunamis, éruptions volcaniques, inondations...), ont été pendant longtemps et sont encore aujourd'hui, pour la plupart, analysées par les sciences dites « dures », sciences de la terre et sciences de l'ingénieur. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, elles sont également devenues un objet de recherche pour les sciences sociales, déplaçant par la même occasion l'objet d'investigation et d'intervention sur les catastrophes, en les rendant moins « naturelles » et plus « sociales ».

La communication propose de montrer comment la concurrence des savoirs, entre sciences de la terre et sciences sociales, a accompagné la mise à l'agenda politique international de ces catastrophes depuis les années 1970. En s'intéressant à ces différents types de savoirs souvent séparés, on cherchera à montrer comment la distribution sociale des disciplines est indissociable de reconfigurations politiques qui promeuvent, adoptent ou rejettent certaines approches au détriment d'autres.

En comparant la structuration du champ des sciences sociales des catastrophes en Afrique du Sud et en Amérique latine, la communication montrera l'importance des relations entre sciences sociales et ré-orientation des politiques. Il s'agira donc, à travers une comparaison dans le temps à l'échelle transnationale de souligner les différences de structuration de champs disciplinaires et leurs effets sur les politiques des catastrophes ; et à travers une comparaison inter-régionale, de saisir les particularités des liens entre sciences et politiques dans les contextes évoqués. Autrement dit, l'enjeu est de mettre en perspective l'inscription politique des savoirs dans des configurations globales au regard de leur concurrence.

# Congrès AFSP Paris 2013

## *Introduction : les sciences et le gouvernement international des catastrophes*

Les catastrophes dites « naturelles » (séismes, ouragans, tsunamis, éruptions volcaniques, inondations...) ont pendant longtemps été, et sont encore aujourd'hui, pour la plupart, analysées par les sciences dites « dures », sciences de la terre et sciences de l'ingénieur. Cependant, au côté de ces savoirs naturels (incarnés en particulier par la géophysique) et techniques, différentes branches des sciences sociales (sociologie, géographie, *development studies*) se sont progressivement intéressées aux catastrophes déplaçant par la même occasion l'objet d'investigation et d'intervention sur les catastrophes, en les rendant moins « naturelles » et plus « sociales ». La constitution de ces sciences sociales des catastrophes et la concurrence qu'elles ont opposée aux savoirs techniques et naturels s'est opérée en parallèle d'une mise à l'agenda politique global des catastrophes à partir des années 1970 et de la mise en place d'actions politiques transnationales visant à prévenir les catastrophes et intégrant progressivement les facteurs sociaux mis en avant par les sciences sociales<sup>1</sup>.

Ces transformations invitent à s'interroger sur les liens entre les trajectoires des savoirs et des disciplines d'une part, et les contextes politiques dans lesquels elles s'inscrivent à l'échelle globale d'autre part. Dans le cas présent, l'émergence de sciences sociales traitant des catastrophes est fortement liée à la reprise de leurs idées dans les agendas et actions politiques transnationales. En retour, l'institutionnalisation de certains savoirs dans les organisations internationales n'est pas sans effets sur la distribution des disciplines scientifiques dans un même domaine. Les concurrences entre les différentes sciences des catastrophes amènent à se demander en quoi le succès de savoirs scientifiques dépend à la fois de leurs relations aux autres sciences ayant également prétention à se saisir d'un même objet, et en même temps, de la configuration géopolitique et de l'agenda politique global dans lesquels ils s'inscrivent.

Le rapport entre les sciences et le gouvernement international des catastrophes offre un cas particulièrement intéressant pour étudier le lien entre concurrence des savoirs et construction des actions politiques transnationales. En effet, les formes politiques de traitement des catastrophes dans les arènes internationales, nationales et régionales doivent être mises en regard des savoirs déployés dans leur environnement, de la concurrence qu'ils se livrent et de leurs frontières mouvantes. Mettre en lumière ces différentes luttes et les configurations dans lesquelles elles prennent place à diverses échelles permet de montrer comment la politique des savoirs (la place respective et le pouvoir de chaque discipline à imposer ses vues) est affectée par des paradigmes géopolitiques, des structures du pouvoir changeantes selon les époques et les contextes ; autrement dit, la carrière des savoirs et leur capacité à s'imposer au détriment d'autres, ou à tourner en leur faveur la concurrence, dépend étroitement de rapports de pouvoirs et de contextes géopolitiques globaux et changeants. Mais, en étudiant finement la place prise par chaque discipline -ou courant de pensée- dans ces espaces internationaux, il s'agit également de voir en quoi elles façonnent les interprétations des catastrophes et influent les politiques dominantes de gestion des catastrophes.

---

<sup>1</sup> Sandrine Revet, « Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes “naturelles” », *Les Études du CERI*, no 157, 2009, p. 30 ; Sandrine Revet, « Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales », *Critique internationale*, vol. 52, no 3, 2011, p. 157-173.

## Congrès AFSP Paris 2013

Mettre en comparaison des sciences autour d'un même objet s'avère à plusieurs égards prometteur pour analyser les dynamiques qui lient sciences et construction des problèmes publics transnationaux. Observer les concurrences des sciences pour accéder à l'agenda politique et tenter d'infléchir des orientations politiques ouvre plusieurs éléments de discussion tant du point de vue de la sociologie des sciences que de la science politique sur le travail politique des sciences. En effet, les sciences dans l'espace transnational sont souvent abordées comme technosciences de gouvernement et leur capacité à produire du gouvernement semble aller de soi (par exemple, chez Goldman, lorsqu'il analyse l'usage des savoirs environnementaux par la Banque mondiale<sup>2</sup>). Pourtant, analyser les concurrences entre différentes disciplines permet de questionner la place des sciences dans les politiques internationales et de prendre en compte les enjeux propres des disciplines scientifiques. On ne peut supposer que la prééminence d'un type de savoir est immédiate dans un contexte politique ; au contraire, elle est le résultat d'une lutte entre différents acteurs, et notamment entre acteurs scientifiques.

Cependant, ces compétitions scientifiques s'inscrivent également dans des rapports géopolitiques qui façonnent les modalités de la concurrence et les configurations disciplinaires au niveau global et régional. Ce qui nous intéresse ici sont les différents agencements des sciences des catastrophes en fonction des contextes géopolitiques et de la structure des actions internationales sur les catastrophes. Par là, nous souhaitons explorer la façon dont la mise à l'agenda politique global et la forme prise par les catastrophes comme problème public global est étroitement liée aux positions des différentes disciplines prétendant se saisir des catastrophes et leur concurrence : autrement dit, l'expression d'une définition et d'une politique des catastrophes est influencée par les rapports de force entre disciplines pour imposer et légitimer leurs savoirs. A l'inverse, l'émergence et la carrière d'une discipline dépendent étroitement de l'expertise scientifique privilégiée à un moment donné par les organisations et acteurs internationaux ; et donc de l'affinité entre les savoirs portés par une discipline et l'expression d'un contexte géo-politique dans lequel s'exprime des visions du monde et des rapports de pouvoir. La reconnaissance, l'utilisation ou l'appropriation de savoirs par des organisations internationales et des gouvernements n'est pas sans conséquences sur la distribution des disciplines, leur développement et trajectoire. Autrement dit, l'enjeu est de mettre en perspective l'inscription politique des savoirs dans des configurations globales au regard de leur concurrence.

Cet article repose sur la combinaison de deux enquêtes, menées indépendamment, mais dont les objets et les acteurs se croisent et interagissent en plusieurs endroits et époques. La première recherche consiste en une enquête ethnographique en cours sur la transnationalisation des catastrophes menée à partir d'observations, d'entretiens et d'archives<sup>3</sup>. La seconde a été réalisée dans le cadre d'une thèse en sociologie portant sur les sciences et les politiques des catastrophes en Afrique du Sud et mobilisant entretiens et archives<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Michael Goldman, *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, New Haven, Yale University Press, 2006.

<sup>3</sup> Sandrine Revet, enquête en cours sur le gouvernement international des catastrophes. Enquête ethnographique multisituée incluant des observations et entretiens dans des organisations internationales, à Genève et en Amérique latine, ainsi que des terrains latino-américains sur lesquels se déploient des outils de gestion et de prévention des catastrophes (Venezuela, Mexique, Pérou, Haïti).

<sup>4</sup> Lydie Cabane, *Gouverner les catastrophes. Politiques, savoirs et organisation de la gestion des catastrophes en Afrique du Sud.*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Sciences Po Paris, 2012, 480p.

## Congrès AFSP Paris 2013

La mise en commun de ces deux terrains invite à quelques réflexions sur la démarche comparative que nous développons ici. Bien que les deux terrains ne soient donc pas exactement comparables en termes de *design* et d'échelles, le « petit monde<sup>5</sup> » des catastrophes permet de saisir les différentes configurations, interrelations et échelles au sein desquelles s'articulent ces sciences. En outre, la perspective transnationale invite plutôt à s'intéresser aux échanges et circulations<sup>6</sup>, ce qui permet de mieux saisir les concurrences qu'une simple comparaison internationale qui à elle seule ne saurait rendre compte des échanges, jeux d'échelles et aller-retours permanents entre les différentes arènes. La perspective transnationale permet donc de saisir en quoi les concurrences locales et internationales sont interdépendantes et façonnent les configurations des sciences et types de savoirs promus à chaque échelle.

Dans cette perspective, nous nous intéresserons ici au développement de différentes sciences des catastrophes dans une perspective transnationale et en prenant en compte les contextes historiques et politiques qui les accompagnent. La comparaison transnationale et historique des différentes sciences se saisissant des catastrophes permet de voir comment d'une part les savoirs portés par les disciplines peuvent influencer des politiques internationales de gestion des catastrophes (prévention et secours) et d'autre part la distribution des disciplines n'est pas indépendante du contexte géopolitique.

Pour ce faire, nous suivons les différentes sciences s'intéressant aux catastrophes au cours de quatre périodes et contextes géopolitiques au cours desquels s'affrontent plusieurs interprétations scientifiques et visions politiques. Le premier moment voit le développement de la sismologie et des *disaster studies* américaines pendant les années 1950-60 au moment de la Guerre froide, dans une époque dominée par les questions nucléaires et la suprématie américaine. À partir des années 1970, après les décolonisations, un courant critique principalement porté par des géographes et les *development studies* se constitue notamment en Angleterre et en France, courant qui va contribuer à l'émergence de la notion de vulnérabilité qui permet de montrer en quoi les catastrophes sont le produit du niveau de développement des pays, et non des seuls aléas naturels. Ces travaux vont progressivement contribuer à déplacer la définition et les échelles d'actions sur les catastrophes en liant les catastrophes aux enjeux de pauvreté et de développement, érodant ce faisant le monopole des sciences techniques et naturelles. Les approches des catastrophes par les sciences sociales vont trouver un terrain particulièrement fécond dans l'Amérique Latine des années 1980 et surtout 1990, avec le développement d'un réseau de chercheurs : La Red. L'institutionnalisation des sciences sociales et la reprise de la thématique de la vulnérabilité dans les politiques internationales dans les années 1990 permet une redistribution des configurations disciplinaires et favorise la diffusion des *disaster sciences*, en particulier en Afrique du Sud.

### **1. Les années de guerre froide. L'étude des catastrophes au service de la sécurité.**

Le contexte de la Guerre froide aux Etats-Unis est important pour comprendre le développement des sciences sur les catastrophes. Aussi bien les sciences de la terre que les sciences sociales vont

---

<sup>5</sup> Sandrine Revet, "A Small World": Ethnography of a Natural Disaster Simulation in Lima, Peru.", *Social Anthropology/ Anthropologie Sociale*, n°21 – 1, pp. 38-53.

<sup>6</sup> Patrick Hassenteufel, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue française de science politique*, vol. 55, no 1, 2005, p. 113-132 ; Martine Kaluszynski et Renaud Payre (dir.), *Savoirs de gouvernement*, Paris, Economica, 2013.

## Congrès AFSP Paris 2013

connaître, dans la période de début de guerre froide, un essor considérable dû à de larges financements de la part du gouvernement américain.

Du côté des sciences de la terre, la sismologie joue un rôle important dans le contexte de la Guerre Froide, car elle doit permettre de détecter les mouvements terrestres provoqués par d'éventuels essais nucléaires. A la fin des années 1950, alors que les discussions entre Etats-Unis et Union soviétique se multiplient autour de la signature d'un traité de non prolifération, un groupe d'experts est constitué, qui se rencontre à Genève en juillet 1958, avec des scientifiques des deux camps (Etats-Unis, Grande Bretagne, Union soviétique, France, Canada, Tchécoslovaquie, Roumanie et Pologne). Ils débutent ainsi le premier round de discussions techniques sur les possibilités de détection des mouvements terrestres provoqués par des essais nucléaires. Ces discussions aboutissent en août 1958 à un document final qui conclut sur la possibilité technique de détection des essais à la condition de mettre en place un système de 170 stations de surveillance sismique sur toute la planète<sup>7</sup>. Aux Etats Unis, une commission est formée en 1959, le *Berkner Panel*, qui se penche sur les défis technologiques posés par les conclusions du comité de Genève. Elle conclut sur le besoin urgent de développer un programme accéléré de recherches en sismologie pour améliorer les capacités de détection des explosions nucléaires<sup>8</sup>. Le projet Vela développe les moyens techniques (satellites) de la surveillance de la terre dans ce cadre, et le projet Vela Uniform est chargé de la détection des signaux sismiques émis par les essais nucléaires souterrains<sup>9</sup>. Des sismologues sont donc activement impliqués dans ce projet, et leur discipline bénéficie de financements sans précédents de la part du Département de la défense<sup>10</sup>.

Un système global de surveillance, le réseau *World Wide Standard Seismograph Network* (WWSSN), est mis en place dans les années suivantes, avec l'aide de l'Unesco. Il s'agit de l'une de ces « infrastructures globales »<sup>11</sup> qui contribuent dans cette période, non seulement à permettre la surveillance globale de l'ennemi soviétique, mais aussi à produire une image globale de la terre. Le WWSSN constitue le premier système global d'échange de données sur les séismes et les mouvements de la terre.

Pour mettre en place et consolider ce système, des missions sismologiques sont menées dans différentes régions du monde sous la houlette de l'Unesco entre 1961 et 1963, qui permettent non seulement la collecte de données, mais également la constitution de réseaux de scientifiques, qui se rencontrent et échangent au cours de ces opérations.

La sismologie et les sismologues sont donc devenus des pièces maîtresses de la Guerre froide et la discipline a acquis, dans les années 1960, une place de choix, à la fois dans le paysage scientifique et auprès des institutions politiques<sup>12</sup>.

Dans la même période, et à partir de la fin des années 1940, des recherches en sciences sociales se développent : les *Disasters Studies*. Financé par le Département d'État des États-Unis et la National Academy of Sciences, le National Opinion Research Center (NORC) de l'Université de Chicago conduit entre 1949 et 1954 les premières recherches systématiques sur les comportements des populations en situation de crise. Essentiellement centrées sur le terrain nord-américain, ces

---

<sup>7</sup> Barth 2003

<sup>8</sup> Reed, Van Atta, Deitchman, 1990

<sup>9</sup> Dahlman et Israelson, 1977.

<sup>10</sup> Barth,(2003) parle de 500 000\$ par an dans les années 1950 puis d'un financement de 250 Millions de \$ pour la période 1960-1970.

<sup>11</sup> Edwards, 2010

<sup>12</sup> Barth, 2003 ; Doel, 2003

## Congrès AFSP Paris 2013

recherches s'inspirent de travaux plus anciens, notamment ceux de S. Prince en 1920 sur l'explosion d'un chargement de munitions dans le port d'Halifax<sup>13</sup>, de L. Carr en 1932 sur l'impact des différentes composantes de la culture sur les réponses sociales aux catastrophes<sup>14</sup> et de P. Sorokin en 1942 sur les effets de différents types de catastrophes sur l'organisation sociale<sup>15</sup>. Les recherches conduites dans le cadre du groupe sur les désastres du NORC ont pour objectif de considérer les catastrophes naturelles ou technologiques comme des situations « de laboratoire » permettant d'étudier ce qu'il adviendrait en cas d'attaque nucléaire. Les recherches mettent l'accent sur les conséquences sociales des événements catastrophiques, tout en considérant que leurs causes – des menaces naturelles incontrôlables – sont extérieures à la société touchée. Ces travaux apportent des réponses sur la façon dont les personnes et les sociétés perçoivent le danger et réagissent aux catastrophes, et s'inscrivent, avec les sciences de la terre et les sciences de l'ingénieur, dans le cadre d'une perspective que l'on peut décrire comme « aléa-centrée ». Le sociologue C. Fritz, alors directeur de ce programme, et des chercheurs comme E. Quarantelli, R. Dynes ou J. Haas s'intéressent par exemple aux possibilités de panique ou aux facteurs favorisant ou non les pillages<sup>16</sup>. À partir des années 1960, ces recherches se structurent avec la création du Disaster Research Center (DRC), d'abord installé à l'Ohio State University puis à la University of Delaware et généreusement financé, à partir de 1962, par le Bureau de la Défense civile<sup>17</sup>.

A partir de la fin des années 1960, les financements des recherches des sismologues diminuent, suite à la décision prise en 1967 par le congrès américain de transférer la compétence du financement du maintien du WWNSS du département de la défense au US Geological Survey<sup>18</sup>. Or le WWSSN est devenu le principal fournisseur de données pour les sismologues. Dès les années 1970, il devient nécessaire pour les grands laboratoires de sismologie de réfléchir à de nouvelles sources de financement, ce que va offrir la question des catastrophes naturelles.

Au milieu des années 1970, la National Academy of Science (NAS), réunit grâce au financement de l'agence américaine d'assistance (USAID) un comité d'experts autour la question des catastrophes et de leur coût, du rôle des Etats-Unis dans l'assistance aux catastrophes internationales et des contributions des sciences et des technologies à ces questions<sup>19</sup>. Ce comité – le Committee on International Disaster Assistance, CIDA- réunit 4 fois en deux ans (1976-1977) pour des sessions de deux jours à Washington à la NAS dix-huit scientifiques (ingénieurs, designers, sociologues du DRC) et « experts » internationaux des catastrophes (responsables d'ONG internationales,

---

<sup>13</sup> Samuel H. Prince, « Catastrophe and Social Change: Based upon a Sociological Study of the Halifax Disaster », *Studies in History, Economics and Public Law*, 94, 1920, p. 1-152.

<sup>14</sup> Lowell J. Carr, « Disaster and the Sequence-Pattern Concept of Social Change », *The American Journal of Sociology*, 38 (2), septembre 1932, p. 207-218.

<sup>15</sup> Pitirim A. Sorokin, *Man and Society in Calamity: The Effects of War, Revolution, Famine, Pestilence upon Human Mind, Behavior, Social Organization and Cultural Life*, New York, E. P. Dutton, 1942.

<sup>16</sup> Charles E. Fritz, Eli S. Marks, « The NORC Studies of Human Behavior in Disaster », *Journal of Social Issues*, X (3), 1954, p. 26-41 ; Enrico L. Quarantelli, « The Nature and Conditions of Panic », *The American Journal of Sociology*, 60 (3), 1954, p. 267-275.

<sup>17</sup> E. L. Quarantelli, « The Early History of the Disaster Research Center », non daté (<http://www.udel.edu/DRC/aboutus/Early%20History%20of%20DRC%20%282%29.pdf>).

<sup>18</sup> Reed, Van Atta, Deitchman, 1990

<sup>19</sup> Dynes, 1978

## Congrès AFSP Paris 2013

consultants privés, architectes...).

En 1984, Frank Press évoque pour la première fois, lors d'un congrès de sismologie l'idée d'une Décennie internationale pour la prévention des « aléas » naturels. Ce géophysicien est alors président de la National Academy of Sciences, il a participé en 1958 au groupe de Genève puis au Berkner panel, et a activement contribué, en tant que directeur du laboratoire de sismologie du *California Institute of Technology* (Caltech) au projet Vela Uniform, ainsi qu'à l'International Geophysic Year et à la mise en place du World Wide Standard Seismograph Network. Sa trajectoire en a fait un personnage multipositionné qui intègre sans problème les sphères politiques et internationales.

Press impulse le projet de la Décennie en réunissant entre 1985 et 1990 quatre comités d'experts qui produisent les analyses et arguments nécessaires à la mise sur agenda international de la question des catastrophes. Ces quatre comités, au sein desquels la présence des sismologues et des ingénieurs sismiques est dominante, élaborent des recommandations favorables au financement de la recherche en sismologie. Le premier comité qui travaille est présidé par Georges Housner, un ingénieur sismique du Caltech, et se caractérise par la présence presque exclusive de spécialistes de l'ingénierie sismique. Les recommandations de ce comité pour la Décennie proposent de « renforcer les connaissances scientifiques et les capacités technologiques afin d'améliorer les capacités de prévision et de détection<sup>20</sup> », des recommandations avant tout centrées sur la maîtrise de l'aléa.

Ces conclusions, bien que relativement dominantes pour l'époque, n'en sont pas moins déjà discutées par d'autres scientifiques, qui tentent de promouvoir d'autres perspectives. En effet, avant ce premier comité, un groupe « ad hoc » avait été formé au sein du National Research Council américain avec le même objectif de penser le projet d'une Décennie internationale. Ce groupe était présidé par un géographe américain, James K. Mitchell, un élève du spécialiste reconnu des catastrophes, le géographe Gilbert F. White et se caractérisait - à la différence des comités suivants - par la participation de plusieurs chercheurs en sciences sociales (géographie, sociologie, science politique). Ses premières conclusions étaient assez éloignées de celles que le comité Housner établira une année plus tard. Le rapport insistait non sur les savoirs scientifiques et technologiques, mais bien sur l'importance des savoirs locaux et de la formation des populations. Les recommandations de ce groupe, qui avaient fait l'unanimité des participants à l'exception notable de l'ingénieur Georges Housner, ne reçurent pourtant pas l'approbation de Frank Press et le groupe fut démis de ses fonctions et remplacé par le premier comité déjà mentionné, avec Housner à sa tête<sup>21</sup>.

Le projet de Décennie avance et est finalement voté en 1989. Les cinq « buts de la Décennie » qui apparaissent dans la résolution 44/236 sont les suivants : aider les pays à se doter de systèmes d'alertes et de structures résistants aux catastrophes, appliquer les connaissances scientifiques et techniques, encourager les initiatives scientifiques et techniques, diffuser des informations sur les techniques courantes et nouvelles et finalement mettre au point des mesures pour évaluer, prévoir, prévenir les catastrophes au moyen de programmes d'assistance techniques et de transfert de technologie, de projets de démonstration et d'activités éducatives. Ces objectifs reflètent et véhiculent une définition essentiellement scientifique et technique de la question.

---

<sup>20</sup> Advisory Committee on the International Decade for Natural Hazard Reduction, « Confronting Natural Disasters. An international Decade for Natural Hazard Reduction », National Research Council, US National Academy of Sciences, National Academy Press, Washington DC, 1987, p. 9

<sup>21</sup> Hinshaw, 2006

## Congrès AFSP Paris 2013

### 2. Critique des approches techniques et sécuritaires : développement et vulnérabilité du Tiers-Monde face aux catastrophes (années 1970 – 1980)

Au cours des années 1970, de nouvelles sciences des catastrophes vont émerger en opposition avec les *disaster studies* et sciences naturelles à un moment de transformation des paradigmes géopolitiques. Avec la fin des décolonisations, les thématiques du sous-développement et des inégalités entre ce qui s'appelle alors le Tiers-Monde et les pays développés occidentaux montent en puissance et amènent à reconsidérer les catastrophes à l'aune de ces rapports politiques. Plusieurs grandes catastrophes planétaires au début de cette décennie vont également appeler à des remises en questions des modes d'analyses et d'interventions internationales sur les grandes catastrophes humanitaires, en particulier les inondations au Pakistan après le cyclone Bhopal qui font plusieurs milliers de morts en 1970 ainsi que la grande sécheresse qui sévit au Sahel plusieurs années de suite entre 1967 et 1973. Ces deux crises humanitaires mettent les catastrophes sur le devant de la scène internationale, mais suscitent aussi des critiques sur les politiques des gouvernements et organisations internationales, accusées de contribuer aux désastres par leurs interventions qui enferment les populations dans la pauvreté et le sous-développement<sup>22</sup>.

Or, c'est principalement à partir de la sécheresse au Sahel que va se développer une littérature critique à l'égard du champ de l'étude des catastrophes, alors dominé par les sciences dites « dures » et dont les approches sont essentiellement centrées sur les aléas et les réponses techniques qui leur sont apportées. Les premiers articles fondateurs de ce courant sont écrits au milieu des années 1970, par trois jeunes chercheurs en géographie, Ben Wisner, Ken Westgate et Phil O'Keefe qui appellent, en réponse à la sécheresse au Sahel à « déconstruire la naturalité des catastrophes » et à reconnaître que ces dernières sont avant tout la conséquence de facteurs socio-économiques, de « systèmes globaux » d'exploitation capitaliste ; et que notamment, la sécheresse est bien plus causée par la destruction des savoirs locaux par le colonialisme que les aléas climatiques<sup>23</sup>. Ces travaux font écho à ceux de Jean Copans et Claude Meillassoux qui au même moment en France dénoncent la sécheresse comme situation de domination économique et politique héritée de la colonisation<sup>24</sup>.

Cette critique se structure en particulier au sein d'un centre de recherche anglais, le Bradford Disaster Research Unit (BDRU), fondé en 1973 par James Lewis, spécialiste des questions de développement, appuyé par un géographe « radical » (Phil O'Keefe) ainsi que par un étudiant en géographie, Kenneth Westgate<sup>25</sup>. Leurs travaux se construisent en opposition tant aux sciences techniques et naturelles qu'aux *disasters studies* dominants aux États-Unis au motif que leurs analyses sont trop dépendantes de leur contexte de production (« domination intra-américaine ») et ne permettent pas de rendre compte de la réalité des catastrophes dans les pays en développement en raison de leur orientation « pro-occidentale, pro-technologie » qui fait implicitement l'hypothèse d'une « organisation sociale complexe, d'un haut degré d'industrialisation et de technologie, d'un

---

<sup>22</sup> Sur la sécheresse africaine, voir notamment : Vincent Bonnacase, « Retour sur la famine au Sahel du début des années 1970: la construction d'un savoir de crise », *Politique africaine*, n° 119, 2010, p. 23-42.

<sup>23</sup> Ben Wisner, Phil O'Keefe et Ken Westgate, « Global systems and local disasters : the untapped power of peoples' science », *Disasters*, vol. 1, n° 1, 1977, p. 47-57 ; Phil O'Keefe, Ken Westgate et Ben Wisner, « Taking the naturalness out of natural disasters », *Nature*, vol. 260, n° 4, 1976, p. 566-567.

<sup>24</sup> Comité Information Sahel, *Qui se nourrit de la famine en Afrique ? Le dossier politique de la faim au Sahel*, Paris, Francois Maspero, 197p. ; Jean Copans (dir.), *Sécheresses et famines du Sahel. I : Écologie, dénutrition, assistance*, Paris, Francois Maspero, 1975.

<sup>25</sup> <http://www.ilankelman.org/bdru.html>



## Congrès AFSP Paris 2013

contrôle relatif des ressources indigènes, et du niveau élevé des mesures d'atténuation telles que les assurances et la présomption du libre choix<sup>26</sup>. »

Cette orientation internationale, qui les distingue des *disasters studies* américaines, les amène notamment à développer l'idée que les catastrophes sont avant tout un problème de développement. En mettant systématiquement en relation le nombre de catastrophes (comptabilisées dans différentes bases de données internationales – UNDRR, ECOSOC, UNESCO, IFRC, USAID) avec leur région d'occurrence ils montrent que le nombre et les effets des catastrophes augmentent, et que, systématiquement, l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient concentrent la part la plus importante de catastrophes ; problèmes auxquels les approches techniques et sociologiques ne peuvent ni apporter d'explications, ni de solutions<sup>27</sup>.

Cette conjonction leur permet de découvrir et de mettre en évidence la « vulnérabilité » des pays, c'est-à-dire le fait que les effets d'une catastrophe ne sont pas tant liés à un événement en soi qu'aux structures et aux richesses de la société<sup>28</sup>. En effet, la concentration des catastrophes aux effets les plus dévastateurs dans les pays sous-développés suggère de façon manifeste qu'elles sont avant tout le produit du sous-développement, d'inégalités économiques et politiques résultant notamment du colonialisme et de l'exploitation capitaliste des ressources naturelles. Le concept de vulnérabilité, développé à l'occasion et qui va jouer un rôle central dans la diffusion de leurs idées, renvoie plus spécifiquement à la possibilité d'être affecté par un événement potentiellement dangereux et souligne les conditions qui, dans une société donnée, favorisent la transformation d'un aléa naturel en catastrophe. Cette notion permet une critique « radicale » des paradigmes dominants, dans la mesure où elle ne conduit pas seulement à s'interroger sur les seules causes naturelles ou sur les conséquences sociales des catastrophes, mais introduit aussi la possibilité d'analyser leurs causes profondes : historiques, sociales et économiques. Dans cette perspective, une catastrophe n'existe que lorsqu'un aléa naturel (qui n'a plus besoin d'être extrême ou exceptionnel) touche une société rendue vulnérable par des processus historiques, politiques et économiques. On voit ici la remise en cause d'approches centrées sur les aléas (la géophysique) ou sur l'événement (les *disasters studies*), et le déplacement de l'objet d'analyse vers les processus qui causent les catastrophes et non seulement le moment lui-même de la catastrophe.

Bien que l'expérience du BDRU s'achève assez brièvement (en 1977), ses effets portent dans la durée et sont bientôt relayés en d'autres lieux et supports académiques et politiques. Témoin de cette ébullition autour des catastrophes et signe d'institutionnalisation d'un champ de recherche, la revue *Disasters* est créée en 1977 et agit en plate-forme entre les mondes praticiens, savants et politiques, avec le financement d'un think-tank britannique, l'*Overseas Development Institute*. Pour l'heure, la critique radicale va trouver son principal écho dans les milieux humanitaires, à un moment où le débat sur les relations entre assistance et développement émerge<sup>29</sup>. En particulier, plusieurs intermédiaires entre recherche, expertise et humanitaire vont faire circuler les réflexions sur le lien entre catastrophes et développement et les traduire dans des organisations internationales pour tenter d'infléchir leur action<sup>30</sup>. Randolph Kent, un spécialiste de relations internationales et

<sup>26</sup> Phil O'Keefe et Kenneth Westgate, *Some definitions of disasters*, BDRU Occasional Papers no. 4, 1976, p.60.

<sup>27</sup> Ibid.

<sup>28</sup> Kenneth N. Westgate et Philip O'Keefe, *Natural disasters: an intermediate text*, Bradford, University of Bradford, Disaster Research Unit/School of Science and Society, 1976.

<sup>29</sup> Voir par exemple les débats répétés dans l'*IDS Bulletin*.

<sup>30</sup> Dewald Van Niekerk, « From disaster relief to disaster risk reduction: a consideration of the evolving international relief mechanism », *TD: The Journal for Transdisciplinary Research in Southern Africa*, vol. 2, n° 2, 2008, p.

## Congrès AFSP Paris 2013

surtout Fred Cuny constituent deux personnages clés de cette dénonciation du cercle vicieux des catastrophes et du sous-développement et de son entretien par les interventions humanitaires qui n'agiraient que dans une logique de crise et non d'un développement prenant en compte les populations<sup>31</sup>. Fred Cuny est un ingénieur nord-américain reconverti dans le domaine de l'urgence auprès des agences internationales, au cours des opérations de secours au Biafra et au Bangladesh après le cyclone de 1970. Son parcours est emblématique des circulations entre espaces académiques et espaces de l'action : il a publié en 1983 l'ouvrage de référence *Disasters and Development* qui a contribué à établir au sein des sciences sociales le lien entre développement et catastrophes ; il émet une critique acerbe du système humanitaire international, et en particulier de l'UNDRO (United Nations Disasters Relief Organisation), alors la seule agence des Nations Unies en charge de la coordination des secours en cas de catastrophe, qu'il juge inefficace et focalisé sur le secours au détriment du développement.

L'orientation de ces courants vers la question du développement amène une deuxième traduction politique, également à la frontière entre monde académique et gestion des catastrophes, et qui va largement contribuer à diffuser « par le bas » les savoirs issus de la critique radicale des sciences sociales. En effet, dans les années 1980 plusieurs *disaster centres* dédiés à la formation en gestion des catastrophes et à destination des pays en développement sont établis, dont trois en particulier vont jouer un rôle central dans la promotion du lien entre gestion des catastrophes et développement.

Le premier est le *Disaster Management Centre* de l'Université du Wisconsin (DMC), fondé en 1982 par Donald Schramm, un ingénieur, rodé au travail humanitaire qui a notamment collaboré avec Fred Cuny<sup>32</sup>. Le DMC est financé par l'*Office for Foreign Disaster Assistance* (OFDA) du gouvernement américain (USAID) et est spécialisé dans la préparation aux catastrophes pour les pays en développement à travers un programme d'enseignement à distance et des partenariats avec des universités étrangères visant à diffuser son diplôme. En Angleterre, un *disaster centre* est fondé à l'Académie militaire royale de Cranfield en 1985 (le *Cranfield Disaster Preparedness Centre*) par le colonel George Ritchie, ingénieur de l'armée britannique<sup>33</sup>, dont Kenneth Westgate, ancien du BDRU, reprendra la direction en 1985. L'activité principale du centre de *Cranfield* est, à l'instar du DMC, la formation à la gestion des catastrophes dans les pays en développement, mais l'orientation, reflet de sa généalogie, est plus critique, ce qui se traduit notamment par une conception de la formation beaucoup plus ancrée sur le terrain et ouverte aux savoirs locaux. Enfin, un *Asian Disaster Preparedness Centre* (ADPC) est créé en 1986 à Bangkok par un autre ancien colonel et ingénieur de l'armée britannique, Brian Ward, à la suite d'une série de missions d'évaluations de la gestion des catastrophes par les pays du sud-ouest asiatique pour l'UNDRO. L'ADPC est initialement rattaché à l'Asian Institute of Technology de Bangkok, avec un financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en réponse à une requête des pays de la région pour une aide en matière de gestion des catastrophes. Là encore, l'objectif principal est la formation des politiques et praticiens à la gestion des catastrophes pour promouvoir et diffuser la prévention des catastrophes, la réduction des vulnérabilités et la prise en

---

355-376.

<sup>31</sup> Frederick Cuny, *Disasters and Development*, New York, Oxford University Press, USA, 1983 ; Randolph Kent, *The Anatomy of Disaster Relief: The International Network in Action*, London, New York, Frances Pinter, 1987.

<sup>32</sup> <http://dmc.engr.wisc.edu/Resources/index.lasso>

<sup>33</sup> Le colonel George Ritchie a lu et s'est largement inspiré des travaux du BDRU (tout en en amoindrissant la portée critique), ainsi que le révèle les articles préparatoires à la fondation du centre de Cranfield : Ritchie G. N., 1977, « Disaster Preparedness in the Developing World », *The IDS Bulletin*, vol. 8, n° 4, p. 24-28. Ritchie G. N., 1979, « Disaster and the Third World », *Third World Quarterly*, vol. 1, n° 2, p. 109-116.

## Congrès AFSP Paris 2013

compte des besoins des populations.

Bien que ces trois centres aient constitué à partir de la fin des années 1980 des pôles importants de diffusion des idées de prévention, gestion des risques et réduction des vulnérabilité, il faut souligner l'éloignement par rapport aux premières critiques radicales des années 1970. Il est cependant notable que ces trois centres aient tous été fondés par des ingénieurs, spécialisés dans les questions du développement, qui ont intégré la critique des géographes ou des experts tels que Cuny dont les articles circulaient à l'époque ; cela suggère que les savoirs techniques et ceux issus des sciences sociales ne sont pas seulement en concurrence mais interagissent, notamment dans ces interfaces entre science et politique.

Ce lien entre formation au développement, traduction des savoirs des sciences sociales et politique internationale trouve également des traductions concrètes dans certaines organisations internationales dès la fin des années 1980. En effet, le PNUD, se saisissant de la thématique des catastrophes décide de mettre en place un programme international de formation à la gestion des catastrophes (*Disaster Management Training Programme – DMTP*), le premier du genre. Ce programme est créé en collaboration avec l'UNDRO, puis à partir de 1992 le DHA (la Direction des Affaires humanitaires de l'ONU qui prend la suite de l'UNDRO), et cherche justement à intégrer la thématique du développement dans les actions des organisations internationales. Le DMTP, qui comprend plusieurs modules liés à l'évaluation des risques, à la préparation et à la gestion des catastrophes, est rédigé à la fois par quelques représentants des sciences naturelles (sur les méthodes d'évaluation des aléas), mais surtout par Fred Cuny, Randolph Kent et le DMC de l'Université du Wisconsin. Le centre de Cranfield est quant à lui chargé de la mise en œuvre du programme (qui se tiendra de 1991 à 2006) : Kenneth Westgate devient alors formateur et parcourt de nombreux pays d'Afrique et d'Asie où il organise des sessions de formations à la gestion des catastrophe <sup>34</sup>.

C'est la mobilisation des savoirs des sciences sociales qui fera l'originalité et la réputation de ce programme<sup>35</sup>, avec ses modules montrant le lien entre catastrophes et développement, et insistant sur ce qui apparaît alors comme des enjeux spécifiques aux pays en développement : la sécheresse ou les conflits armés internes. Le programme reprend notamment l'idée du cycle sous-développement/catastrophe et formalise les étapes de la gestion des catastrophes : la préparation, la réponse et la réduction des risques par le développement, les méthodes d'évaluation des risques et de la vulnérabilité, l'atténuation et la réhabilitation<sup>36</sup>. Le DMTP est mis gratuitement à la disposition des gouvernements, des ONG, ou de partenaires éducatifs chargés d'appliquer le programme. La tenue de nombreux workshops par le PNUD et le *Department of Humanitarian Affairs* de l'ONU en Afrique, Asie, Amérique Latine permet d'assurer la diffusion très large de ce modèle : en 1993 plus de 1000 personnes sont formées dans 30 pays, ce qui mène dans les trois quarts des cas à l'établissement de « *disaster management team* » au niveau national dans les pays concernés<sup>37</sup>.

---

<sup>34</sup> Entretien, Kenneth Westgate, février 2012.

<sup>35</sup> Entretien, Pat Reid, Afrique du Sud, novembre 2009.

<sup>36</sup> Source : <http://reliefweb.int>

<sup>37</sup> Michael Askwith, « The roles of DHA and UNDP in linking relief and development », *IDS Bulletin*, 1994, vol. 25, n° 4, pp. 101-104.

## Congrès AFSP Paris 2013

Au final, à la fin des années 1980, bien que les sciences naturelles et savoirs techniques apparaissent encore largement dominants (ainsi que le suggère leur rôle dans la mise en place de la Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles), les sciences sociales critiques des années 1970 ont trouvé un prolongement pratique, orienté vers le développement et la formation qui a assuré une diffusion auprès de certaines organisations internationales s'intéressant à la question du développement (le PNUD) ou à la gestion des catastrophes (l'UNDRO). On peut voir un exemple de la domination des sciences naturelles dans l'adjonction du qualificatif « naturelle » au titre de la Décennie : en effet, cette précision avait été contestée par les représentants des sciences sociales, en particulier au motif qu'en Afrique, les catastrophes sont avant tout sociales et le résultat du sous-développement<sup>38</sup>, mais ces derniers avaient alors perdu la bataille. Autrement dit, la réception des savoirs des sciences sociales est limitée à certaines arènes et leur position reste marginale. Néanmoins, la diffusion par les formations et l'installation d'une réflexion entre géographie et *development studies* contribuent à l'installation progressive des sciences sociales dans le paysage qui va se poursuivre dans la décennie suivante.

### ***Amérique latine, années 1980 – 90 : « les catastrophes ne sont pas naturelles » et l'installation du paradigme de vulnérabilité***

À partir de la fin des années 1980 et dès le début des années 1990, appuyés par la Décennie internationale qui leur procure à la fois financements et opportunités de visibilité, des chercheurs majoritairement anglo-saxons, mais travaillant sur des terrains latino-américains tels que Anthony Oliver Smith (Pérou), Alan Lavell (Amérique centrale), Andrew Maskrey (Pérou) ou Virigina Garca Acosta (Mexique) développent également un travail de sciences sociales « radicales », qui s'inspire des critiques formulées et institutionnalisées dans les années 1970 dans le monde anglo saxon. Ces chercheurs fondent en 1992 un réseau, la *Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina* (La Red), composé de géographes, urbanistes, ingénieurs, sociologues, historiens et anthropologues. Leur consiste également à conceptualiser d'un point de vue social la thématique de la gestion des catastrophes puis celle de la prévention des risques « naturels », à partir de travaux empiriques basés en Amérique latine.

Dans cette perspective, qui s'inscrit également contre la vision « aléa-centrée » des sciences de la terre qui dominant alors le champ, il s'agit de repolitiser les catastrophes « naturelles » et de les « dénaturiser »<sup>39</sup>. Les chercheurs de *La Red* produisent au cours de la Décennie une quantité importante de documents, de publications, d'articles, d'ateliers et de colloques<sup>40</sup>. Ils s'inspirent de l'ouvrage *At Risk*<sup>41</sup>, publié en 1994 par Ben Wisner<sup>42</sup> et ses collègues, qu'Andrew Maskrey traduit

---

<sup>38</sup> Commentaire de Kenneth Westgate ; archives de la Southern Africa Disaster Reduction Association (University of South Africa, Johannesburg).

<sup>39</sup> Pour une analyse de cette école de la vulnérabilité en Amérique latine et de ses principaux auteurs, voir (Revet, 2011).

<sup>40</sup> Ces travaux, en espagnol et en anglais, sont disponibles sur <http://www.desenredando.org/>.

<sup>41</sup> Blaikie et al. 1994.

<sup>42</sup> Ben Wisner est un géographe américain qui a commencé sa carrière dans les années 1970 avec une thèse sur « l'écologie humaine de la sécheresse au Kenya » (Clark University, 1978), à la suite de quoi il travaille notamment en Angleterre dans les années 1970 – où il collabore avec les chercheurs du BDRU. Pendant les années 1970 – 1980, il se consacre à l'étude des vulnérabilités rurales en particulier au Mozambique, toujours en cherchant à les

## Congrès AFSP Paris 2013

presque seul en espagnol et qu'ils publient en 1996 sous le titre *Vulnerabilidad*. Les recherches de La Red sur des terrains latino-américains se centrent sur une analyse de la « vulnérabilité », des « causes profondes » des catastrophes (*roots causes*) ou de la « construction sociale du risque ». Affirmant dans une publication de 1993 que « les désastres ne sont pas naturels »<sup>43</sup>, les principaux membres fondateurs de La Red n'ont cessé de mettre en relation les catastrophes avec le développement et les inégalités de pouvoir, et de montrer que ces phénomènes qualifiés de naturels ne sont pas des événements qui rompent un « ordre normal » mais au contraire des processus produits par un ordre politique, économique et social « anormal ». En ce sens, disent-ils, les catastrophes sont socialement construites.

Les concepts et les idées produits dans le cadre de ce réseau circulent de manière très efficace au niveau régional à travers de nombreux cours, ateliers, conférences et publications. Les travaux des chercheurs de la Red trouvent également en Afrique ou en Asie des contextes favorables. *La Red* inspire ainsi dans les années 1990 la création de deux autres réseaux similaires : Peri-Peri en Afrique du Sud et Duryog Nivaran en Asie<sup>44</sup>. Les seize membres fondateurs de *La Red* sont tous relativement bien intégrés au niveau international grâce à leur formation, souvent effectuée à l'étranger (Etats-Unis, Canada, Europe, Amérique latine) et à leurs institutions de recherche. Ils participent à des congrès, publient dans des revues internationales, organisent des rencontres, mettent en place des cursus de formation. Leurs activités se déploient également à travers leurs contacts et leur participation aux travaux d'instances nationales, d'ONG internationales (Oxfam, Practical Action) ou d'organisations internationales (Banque mondiale, PNUD, Banque interaméricaine de développement). Certains d'entre eux réalisent pour ces organisations des travaux de consultants qui contribuent à renforcer leurs contacts internationaux et à leur assurer une légitimité<sup>45</sup>.

L'insertion des chercheurs de *La Red* dans les réseaux internationaux se fait progressivement depuis le milieu de la Décennie et culmine dans les années 2000 avec la participation de la plupart des fondateurs dans des instances internationales. Andrew Maskrey<sup>46</sup> a intégré la Stratégie internationale de Réduction des Risques de Catastrophes (ISDR), secrétariat de l'ONU créé en 2001 pour pérenniser l'action de la Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles ; Anthony Oliver Smith est nommé membre du comité scientifique de plusieurs organisations internationales

---

mettre en lien avec les facteurs politiques et macro-économiques. Au début des années 1990, il entame un tournant urbain, notamment en participant à des projets internationaux pilotés par le géographe James Mitchells. Il reste critique tout au fil de ces années qui voient la reconnaissance de son œuvre grandissante, mais cela ne l'empêche pas de participer à des forums internationaux et d'y porter sa voix.

<sup>43</sup> Maskrey, 1993

<sup>44</sup> Cabane, 2012

<sup>45</sup> Pendant la Décennie, cette question est au cœur de nombreuses discussions entre les membres du réseau et provoque certaines tensions entre ceux qui revendiquent une place de scientifiques « indépendants » et ceux qui pensent pouvoir faire de la consultance « tout en gardant leur autonomie ». Entretien avec Allan Lavell, membre fondateur de *La Red*, Genève, 18/06/09.

<sup>46</sup> Andrew Maskrey, aujourd'hui responsable au sein des Nations -unies, de la production des Bilans mondiaux sur la réduction des catastrophes naturelles, est une figure reconnue de la recherche en sciences sociale sur ces questions. Son parcours qui conduit ce géographe urbaniste anglais diplômé de l'Université de Manchester à fonder le réseau La Red, à publier de nombreux articles et ouvrages de référence, tout en participant au travail de plusieurs ONG péruviennes et internationales avant de rejoindre l'ONU, est emblématique des trajectoires de certains acteurs qui sont au cœur du processus de transnationalisation des catastrophes naturelles depuis les années 1970 et qui croisent recherche, expertise, consultance, militantisme et politique.

## Congrès AFSP Paris 2013

scientifiques (Université des Nations Unies (UNU), International Council for Sciences (ICSU)), Allan Lavell, Virginia Garcia Acosta, tout comme les auteurs radicaux anglo-saxons des années 1970 (notamment le très « radical » Ben Wisner qui dirige des projets pour l'Université des Nations Unies (UNU) ou pour la Banque Mondiale) sont tous régulièrement consultés et participent à l'écriture du grand rapport global bi-annuel sur la prévention des catastrophes (Global Assessment Report, GAR) lui-même coordonné par Andrew Maskrey. Entre temps, *At Risk* l'ouvrage radical des années 1990 est devenu la « bible » de tout gestionnaire de catastrophes, réédité en 2004, il est traduit en japonais et s'est imposé comme un manuel incontournable.

Les politiques que ces chercheurs défendent et vont aider à mettre en place dans l'ensemble de la région se concentrent sur la prévention, l'attention portée aux petites catastrophes, c'est à dire à l'ensemble des micro événements (pluies localisées dans un quartier, effondrement de maisons suite à un éboulement de terrain...) dont ils affirment que leurs effets cumulés sont plus importants que les seuls méga catastrophes médiatisées. Une base de données est mise en place afin de les recenser (Desinventar<sup>47</sup>). D'autres projets mettent également l'accent sur la participation des communautés au processus de prévention et de réduction des risques, suivant le concept anglo-saxon de Community based disaster risk management (CBDRM). Cela implique à la fois un changement d'échelle, une vision participative des projets, avec le risque, alors encore peu évalué à l'époque, de reporter sur l'échelle locale, les ONG et les habitants, des prérogatives jusque là du ressort de l'échelle nationale. Les « savoirs locaux » sont mis en valeur dans ces projets, remettant en questions l'hégémonie des savoirs scientifiques et techniques.

### *Afrique du Sud, années 1990 – 2000 : l'institutionnalisation des sciences sociales*

La reconfiguration globale qui s'opère en lien avec la diffusion des savoirs des sciences sociales va favoriser en retour une redistribution locale des savoirs sur les catastrophes au bénéfice d'approches ancrées dans les sciences sociales. C'est ce que nous allons voir à présent en passant de l'autre côté de l'Atlantique, où des disaster sciences, ancrées dans les sciences sociales, vont émerger en Afrique du Sud à partir du milieu des années 1990, à la faveur de la nouvelle donne internationale et d'un changement politique qui modifient l'enjeu et l'espace de la concurrence avec les savoirs naturels et techniques.

Jusqu'au début des années 1990, les catastrophes en Afrique du Sud relevaient d'une part, de la défense civile, organisation de coordination des secours, mise en place par le gouvernement de l'Apartheid pour gérer l'urgence et protéger les populations civiles blanches des actes « terroristes » et des troubles civils liés à la contestation du régime. La gestion des catastrophes et ses savoirs étaient donc largement militarisés, focalisés sur l'urgence et la manipulation d'outils techniques (radios, hélicoptères, talkie-walkie, plans de défense, etc.). D'autre part, en milieu rural, les risques naturels (fréquents sur un territoire connaissant inondations et sécheresses récurrentes) relevaient d'une expertise issue de l'économie agricole, de l'ingénierie ou des sciences naturelles, et la défense civile rurale y était assurée par des « commandos » de fermiers blancs qui s'occupaient aussi bien de surveiller le territoire que de gérer les épizooties ou les épisodes de sécheresse.

Ces savoirs et techniques vont perdre se trouver déconsidérés politiquement au moment de la transition politique en 1994 car trop associés à l'ancien régime, au profit de ceux portés par les

---

<sup>47</sup> <http://www.desinventar.org/>

## Congrès AFSP Paris 2013

sciences sociales que nous avons étudié dans les parties précédentes. Ces derniers peuvent alors s’implanter en Afrique du Sud pour s’établir en champ disciplinaire en conjonction avec les transformations internationales décrites précédemment.

Là encore, l’articulation des contextes locaux et internationaux expliquent la configuration qui s’esquisse à l’occasion. Le milieu des années 1990 voit en effet s’amorcer une convergence des politiques de gestion des catastrophes autour des thématiques de la prévention et du développement. En 1994, se tient la Conférence de Yokohama, qui marque un tournant dans la Décennie Internationale pour la réduction des catastrophes Naturelles en reconnaissant l’importance des enjeux de vulnérabilité et de développement, se départissant des solutions techniques portées précédemment par les sciences naturelles occidentales. Ces orientations, qui apparaissent alors comme pro- développementalistes, paraissent converger, ou du moins fournissent un langage compatible, avec le programme de l’African National Congress, en train d’arriver au pouvoir. Les leaders de ce parti, souhaitant se démarquer des approches techniques et naturelles, vont adopter les approches promues par des experts issus des sciences sociales dont la vision leur est alors politiquement proche<sup>48</sup>. En outre, l’expertise internationale permet d’accorder une légitimité interne et externe à des options politiques de redistribution sociale, ancrées dans la reconnaissance d’une vulnérabilité façonnée par un passé d’exclusion sociale, ainsi que d’offrir un point de compromis par un langage plus neutre que celui des programmes politiques partisans. Plusieurs figures des sciences sociales, déjà apparues dans les parties précédentes, viennent profiter de la fenêtre d’opportunité qu’ouvre la transition pour travailler, étudier et promouvoir une approche de la gestion des catastrophe par le développement et la réduction des vulnérabilités. Ben Wisner notamment réalise une série de recherches sur les inondations dans les townships urbains qui contribueront à diffuser localement ses idées, même si leur portée critique n’est pas toujours bien reçue par les autorités locales<sup>49</sup>. Kenneth Westgate arrive lui en tant que directeur du *Cranfield Disaster Preparedness Centre* pour contribuer à la mise en place d’un programme de formation en gestion des catastrophes, souhaité par le nouveau pouvoir pour former les anciens et nouveaux fonctionnaires de l’État. Ce programme est mis en place dans une université d’enseignement professionnel à distance (le Technikon SA) et consiste en une adaptation du *Disaster Management Training Programme* co-accrédité par le *Cranfield Disaster Preparedness Centre* et le DMC du Wisconsin. Il servira de principale formation aux *disaster managers* jusqu’au milieu des années 2000 et de point de départ de la trajectoire académique des savoirs issus des sciences sociales sur les catastrophes.

Une troisième experte va également jouer un rôle central dans le développement d’une science des catastrophes sud-africaine (« disaster science ») : Ailsa Holloway, dont la carrière est encore une fois révélatrice des échanges entre mondes savants et politiques. Docteure en santé publique, spécialiste des questions de réfugiés, elle travaille à la fin des années 1980 pour l’OMS et le HCR, puis pour le secrétariat de la Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles, et enfin pour la Fédération Internationale de la Croix-Rouge où elle est recrutée comme *Disaster regional adviser* pour l’Afrique australe, au moment où cette région traverse une importante sécheresse (1992 – 1994). À la suite de programmes de réduction des vulnérabilités dans les communautés visant à développer des méthodes d’évaluation, elle crée en 1996 un *Disaster Mitigation Programme* dans une université sud-africaine dans la province du Western Cape qui vise également à développer des formations, mais aussi, et à la différence du programme du Technikon, à développer des savoirs locaux par des recherches sur les risques et les vulnérabilités.

<sup>48</sup> Entretien, Janet Love, Johannesburg, décembre 2009.

<sup>49</sup> Entretien, Ben Wisner, Genève, mai 2009 ; Wisner, B., 1995. « Bridging “expert” and “local” knowledge for counter-disaster planning in urban South Africa. » *GeoJournal*, 37(3), pp.335–348.

## Congrès AFSP Paris 2013

Ces deux programmes vont ensuite « s'académiser » pour tenter de former un champ d'études inter-disciplinaire sur les catastrophes au carrefour de la géographie, de la science politique et des études sur le développement principalement. La création de lieux de production et de diffusion académique de leurs savoirs est essentielle dans la constitution d'un champ de recherche, car non seulement, ces lieux constituent autant d'opérateurs de ces grandes tendances qui se jouent au loin<sup>50</sup>, mais ils permettent aussi l'élaboration d'une dynamique propre de production des savoirs<sup>51</sup>.

Ainsi, l'African Centre for Disaster Studies de l'Université du North West est créé par Dewald Van Niekerk, au début des années 2000, alors qu'enseignant au Technikon SA, il était « frustré<sup>52</sup> » du décalage entre le package de connaissances internationales qu'il devait enseigner et le contexte sud-africain, ainsi que par le retard du programme onusien par rapport aux travaux émergents sur la vulnérabilité<sup>53</sup>. Ce centre va se développer et progressivement se déplacer de la formation vers la recherche appliquée sur les méthodes d'évaluation des vulnérabilités et l'organisation de la gestion des catastrophes et des programmes d'enseignement au niveau master et doctorat. De son côté, le centre mis en place par Ailsa Holloway change d'université pour également opérer une « montée en science » par l'accumulation de recherche sur les risques et vulnérabilités locales et la création d'un programme d'enseignement de niveau master<sup>54</sup>. Cette scientification se traduit aussi par un accroissement des publications scientifiques : par exemple en 2006, ACDS crée *Jamba, African Journal of Disaster Studies*, revue qui participe à rendre visible les disaster studies nationalement mais aussi internationalement (Ben Wisner y publie par exemple), et surtout à stabiliser l'ancrage universitaire en augmentant l'accès aux subventions publiques attribuées pour les publications dans les revues à comité de lecture.

Le développement de cette *disaster science* est intimement lié au façonnement de l'environnement politique et à la promotion des thématiques de la réduction des risques et vulnérabilités. En effet, l'académisation de ces deux centres est une conséquence directe de l'inscription dans le cadre législatif et décisionnaire de la nécessité de développer une approche scientifique d'analyse de réduction des risques et des vulnérabilités ; inscription qui résulte elle-même de l'investissement des chercheurs, et tout particulièrement d'Ailsa Holloway, dans la rédaction du texte de loi<sup>55</sup>, puis dans sa mise en œuvre dans les collectivités locales.

Cependant, la légitimation politique et l'institutionnalisation des *disaster sciences* reconfigurent les savoirs techniques et agricoles qui, s'ils sont dévalorisés politiquement, n'en conservent pas moins une très importante assise professionnelle (au sein des *disaster managers*) et territoriale. En outre, la plasticité des notions de risques et de vulnérabilité, ouvertes à des interprétations divergentes et des usages différenciés par différentes disciplines, offrent une opportunité de reconversion pour les experts agricoles. C'est ainsi qu'en 2003, un *Disaster Management Training and Education Centre* (Dimtec) est créé à Bloemfontein à l'Université du Free State (haut lieu de l'expertise agronomique) par un ingénieur agricole spécialisé dans les inondations et, en collaboration avec des économistes agricoles, qui profitent de la publication du texte de loi pour développer un programme de formation professionnelle de niveau master en *disaster management*, mais dont les savoirs sont essentiellement fondés sur des approches techniques et issus des sciences agronomiques.

<sup>50</sup> Latour, B., 1989. *La science en action. introduction à la sociologie des sciences*, Paris: La Découverte.

<sup>51</sup> Cabane, L., 2013. « Des experts de l'entre-deux. Circulation, académisation et institutionnalisation des disaster studies au Sud. » In *Savoirs de gouvernement*. Paris: Economica, pp. 54–75.

<sup>52</sup> Entretien, Potchfestroom, octobre 2009.

<sup>53</sup> Entretien, septembre 2009, Potchestroom.

<sup>54</sup> Holloway, A., 2009. « Crafting Disaster Risk Science: Environmental and geographical science sans frontières. » *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, 2, pp.98–118.

<sup>55</sup> Republic of South Africa, 2003. *Disaster Management Act, Act No 57 of 2002*. Ailsa Holloway déclare elle-même qu'elle « s'est assurée que ce langage serait dans la loi » - Entretien, Cape Town, décembre 2008.



## Congrès AFSP Paris 2013

Enfin, la cristallisation locale participe et renforce la nouvelle configuration des savoirs à l'échelle internationale d'une part, parce que les acteurs sud-africains des *disaster sciences* participent aux arènes et réseaux internationaux, et d'autre part, parce qu'eux-mêmes profitent de ce contexte pour étendre leurs activités au reste du continent africain. Autrement dit, les concurrences locales utilisent tout autant qu'elles participent des compétitions globales. En effet, face à la fragilité de leur ancrage universitaire, les *disaster centres* sont incités à chercher ailleurs des ressources et des partenaires pour stabiliser et développer leur action en Afrique. Dimp a mis en place avec un réseau académique, Peri-Peri, avec entre autres des partenaires sénégalais, tanzaniens, ghanéens, mozambicains, afin de développer des activités de recherche et d'enseignement en Afrique. L'ACDS développe quant à lui une Southern African Society for Disaster Reduction et des plate-formes d'enseignement en ligne pour l'Afrique australe. Une des raisons derrière cette course à l'expansion continentale est l'accès aux financements de l'agence américaine pour le développement USAID (de 2 et 5 millions de dollars), pour laquelle les Sud-africains constituent des « partenaires<sup>56</sup> » idéaux par leur capacité d'intermédiation entre les organisations internationales et l'Afrique. D'ailleurs, ce rôle moteur de la formation des *disaster centres* dans l'institutionnalisation des politiques de réduction des risques de catastrophes est clairement identifié par l'ISDR qui appuie en partie son action en Afrique dessus<sup>57</sup>

Par ailleurs, et comme leurs collègues latino-américains, les Sud-africains participent aux réseaux transnationaux pour la réduction des catastrophes par leur présence aux plate-formes globales de l'ONU et leur participation régulière aux rapports internationaux : par exemple, le premier et important rapport de l'ISDR, *Vivre avec le risque*<sup>58</sup> est rédigé à partir de contributions régionales de centres de recherches du Sud dont le Disaster Mitigation for Sustainable Livelihoods Programme de l'Université du Cap en Afrique du Sud, et des contributeurs régionaux, parmi lesquels Ailsa Holloway, Dewald Van Niekerk (Afrique du Sud), Ben Wisner, Mark Pelling, Allan Lavell (du réseau La Red). Ils co-publient régulièrement dans des revues universitaires<sup>59</sup> et des livres<sup>60</sup>. Cette insertion transnationale contribue à orienter leurs savoirs. Par exemple, en 2005, l'année d'adoption du Cadre d'action de Hyogo pour la réduction des catastrophes<sup>61</sup>, Dewald Van Niekerk, soutient en 2005 une thèse visant à créer un « cadre » d'implémentation de la réduction des risques de catastrophe en Afrique du Sud<sup>62</sup>.

Ainsi, la configuration des savoirs sur les catastrophes qui se met en place à partir de la fin des années 1990 repose sur une conjonction de facteurs globaux et locaux qui redéfinissent les hiérarchies : l'existence de réseaux de sciences sociales et l'institutionnalisation d'une partie de leurs thèmes dans les arènes globales contribuent à favoriser les *disaster sciences* en Afrique du Sud

---

<sup>56</sup> Voir Rita Abrahamsen, « The Power of Partnerships in Global Governance », *Third World Quarterly*, 2004, vol. 25, n° 8.

<sup>57</sup> Entretien Pedro Basabe, Plateforme globale pour la réduction des catastrophes, Genève, mai 2011.

<sup>58</sup> INTERNATIONAL STRATEGY FOR DISASTER REDUCTION, *Living with Risk. A global review of disaster reduction initiatives*, Genève, United Nations, 2002.

<sup>59</sup> Bull-Kamanga, L. et al., 2003. "From everyday hazards to disasters: the accumulation of risk in urban areas." *Environment and Urbanization*, 15(1), pp.193–204.

<sup>60</sup> Mark PELLING et Benjamin WISNER, *Disaster risk reduction: Cases from Urban Africa*, London, Earthscan, 2009, 241 p.

<sup>61</sup> INTERNATIONAL STRATEGY FOR DISASTER REDUCTION, *Hyogo Framework for Action 2005-2015: Building the resilience of nations and communities to disasters*, Genève, United Nations, 2005.

<sup>62</sup> Dewald VAN NIEKERK, *A comprehensive framework for multisphere disaster risk reduction in South Africa*, PhD Dissertation in Public Management., Potchefstroom, Northwest University, South Africa, 2005, 346 p.

## Congrès AFSP Paris 2013

face à des expertises techniques et ancrées dans les sciences naturelles. Mais les savoirs en sont également modifiés : si les approches de la géographie et des sciences sociales ont constitué le point de départ des *disaster sciences* sud-africaines, le fait qu'elles se soient développées en parallèle de l'inscription des thématiques de la prévention des risques et qu'elles aient accompagné leur développement politique, induit une orientation pratique, et une reconversion des sciences naturelles au *disaster management*.

### *Conclusion*

La prise en compte des savoirs des sciences sociales a accompagné une reconfiguration géopolitique qui, à la suite de la Guerre froide et de la domination des États-Unis sur les questions de sécurité, a vu la montée en puissance des thématiques du développement et de l'environnement, en lien avec l'affirmation d'expertise ancrée en Asie, Amérique Latine ou en Afrique. Le cas de la recherche et des politiques liées aux catastrophes dites « naturelles » éclaire très finement ce processus.

Pourtant, ce changement de paradigme qui opère entre les années 1950 et les années 2000 ne doit pas occulter des transformations plus récentes qui, dans une certaine mesure, rappellent le poids toujours important de l'approche par les sciences dures et du recours à la technologie. Depuis 2004 et le Tsunami ayant dévasté les côtes de plusieurs pays d'Asie du Sud Est, un regain d'intérêt pour les grandes catastrophes, les problématiques de l'anticipation et de la prévision et les solutions technologiques est notable. Cet intérêt s'ajoute à la problématique du changement climatique, qui opère au niveau international une transformation profonde dans les financements alloués sur la question des catastrophes. On observe alors que les savoirs des sciences sociales qui se sont développés depuis les années 1970, en premier lieu dans une perspective « radicale », sont aujourd'hui mis au service d'une pensée et de politiques qui s'articulent fortement autour de la notion de résilience et qui laisse, dans une certaine mesure, le social agir dans le sens d'une « adaptation » aux grands troubles créés par les catastrophes – ce qui n'est pas sans susciter d'une part, scepticisme et critique de la part des acteurs les plus critiques des sciences sociales des catastrophes<sup>63</sup>, ou d'autre part, un rattachement à la problématique du changement climatique<sup>64</sup>. Les sciences dures, - du climat en particulier- redeviennent des acteurs majeurs de la prévision des catastrophes, les sciences sociales sont convoquées pour accompagner, analyser et mettre en valeur les capacités d'adaptation et de résilience des communautés locales affectées. Le risque est partout, la catastrophe n'est plus évitable, même par des transformations profondes dans les options de développement économiques opérées par les pays, mais elle doit être prévue par le biais de technologies sophistiquées et ses conséquences minimisées par une meilleure éducation des populations et le renforcement de leur résilience.

Ainsi, la place des disciplines scientifiques est en perpétuel mouvement en fonction des contextes géo-politiques et des rapports de pouvoirs entre pays. Les concurrences opèrent des rétro-actions sur les configurations disciplinaires et locales, favorisant certains savoirs au détriment d'autres. Surtout, les différentes sciences des catastrophes, naturelles, sociales, techniques, n'existent pas indépendamment les unes des autres. Au contraire, leur concurrence pour la reconnaissance

---

<sup>63</sup> Cannon, T. & Müller-Mahn, D., 2010. « Vulnerability, resilience and development discourses in context of climate change. » *Natural Hazards*, 55(3), pp.621–635.

<sup>64</sup> Pelling, M., 2010. *Adaptation to Climate Change: From Resilience to Transformation* 1st ed., Routledge.

## Congrès AFSP Paris 2013

politique de leur savoir produit des effets en retour sur leur propre position et le contenu même des savoirs qu'elles portent, comme l'a montré le passage d'approches critiques ancrées dans les sciences sociales à des *disaster sciences* engagées dans l'évaluation des risques et des vulnérabilités.